

## Résumé de l'exposé présenté par A. Triki sur La soutenabilité de la dette extérieure de la Tunisie

La conférence-débat organisée le 18 janvier 2020 par le Forum Ibn Khaldoun et le Cercle Kheireddine a porté sur la soutenabilité de la dette extérieure de la Tunisie. L'exposé liminaire présenté par Abdelhamid Triki a essayé de répondre à quatre questions principales : Est-ce que la dette extérieure tunisienne est soutenable ? A quoi ont servi les crédits mobilisés ? Quels sont les effets de l'endettement sur la croissance et le développement ? Quelles sont les conditions à réunir pour que la dette extérieure soit soutenable à moyen et long terme ?

### 1. La dette extérieure est-elle soutenable ?

Une dette est soutenable si le pays dégage suffisamment de ressources en devises pour rembourser sa dette sans affecter sa capacité à investir et à se développer, en continuant à recourir à des crédits à des conditions non couteuses,

Deux conditions doivent être remplies pour que la dette puisse être jugée soutenable :

- ▮ Pendant la période de projection, l'équilibre de la balance des paiements doit être atteint sans l'aide de financements exceptionnels et le niveau d'endettement en fin de période doit être assez faible pour rendre peu probable tout problème éventuel de service de la dette.
- ▮ L'utilisation des ressources d'emprunts constitue également un élément important pour apprécier la soutenabilité de la dette (pour financer de grands projets ou pour appuyer des réformes). La soutenabilité de la dette extérieure dépend donc de plusieurs facteurs dont les plus importants sont la croissance du PIB et la dynamique d'exportation. Ainsi, ni les taux d'intérêt ni le taux de croissance de la dette extérieure ne devraient dépasser d'une manière persistante le taux de croissance des exportations ou du revenu.

### 2. A quoi ont servi les crédits décaissés ?

Les crédits extérieurs mobilisés depuis 2011 ont totalisé 50 milliards de dinars répartis à hauteur de :

- ▮ 10 milliards de dinars sous forme d'emprunts obligataires sur le marché financier international et de crédits garantis notamment par les Etats Unis et le Japon (JBIC) .
- ▮ 8.6 milliards de dinars sous forme de prêts exceptionnels, accordés par la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement et la Commission Européenne pour appuyer la transition.

- ▮ 5 milliards de dinars sous forme de crédits Stand by et de facilités élargies accordés par le FMI

Les crédits mobilisés sont donc constitués, pour près de la moitié, essentiellement sous forme de crédits à décaissement rapide, non liés à des projets. Ils ont permis de financer des dépenses courantes du budget, notamment les salaires et la compensation surtout pour l'énergie.

### 3. Les effets des ressources d'emprunts extérieurs sur le processus de développement

Les crédits extérieurs mobilisés tout au long de la période 2011-2018 ont eu, dans l'ensemble, un effet très limité sur le développement du pays avec notamment :

- ▮ Une croissance du PIB faible, de l'ordre de 1.7% en moyenne par an, durant la période 2011-2018
- ▮ Un taux global d'investissement se ramenant de 24,6 pourcent du PIB en 2010 à 18,5 pourcent en 2018.
- ▮ Une décélération du rythme de création des entreprises privées aussi bien les entreprises individuelles (de 5.5 % pour la période 2001-2010 à 2.6% pour la période 2010-2018), que les entreprises employant 100 salariés et plus avec un rythme se ramenant respectivement de 1.3 % à 0.5 %.
- ▮ Un budget d'équipement augmentant durant les huit dernières années à un taux inférieur à l'inflation.
- ▮ Des exportations accusant une baisse de 1,8 pourcent en termes réels par an entre 2010 et 2017 et une part de marché se ramenant de 0.6 à 0.5 pourcent des importations européennes.

### 4. Les conditions de soutenabilité de la dette extérieure à moyen et long termes :

La dette extérieure a connu une augmentation sans précédent depuis 2011. Le taux d'endettement a pratiquement doublé, en pourcentage du PIB, passant de 37 pourcent en 2010 à 72.4 pourcent en 2018.

Un prolongement de la tendance au niveau des différents paramètres (taux de croissance, taux d'investissement, déficit courant de la balance des paiements...) situerait les besoins en capitaux extérieurs pour la période 2021-2025 à 115 milliards de dinars, l'encours de la dette extérieure à 84 pourcent du PIB en 2025 et le coefficient du service de la dette extérieure à 18 pourcent des recettes courantes à l'horizon 2025. Un tel schéma est, à l'évidence, financièrement insoutenable compte tenu de l'ampleur des besoins requis en capitaux extérieurs.

Pour retrouver un équilibre économiquement viable et financièrement soutenable, trois conditions sont requises :

- (1)- Relance de la croissance et stimulation des exportations ; ce qui requiert un développement soutenu des investissements, en particulier des Investissements Directs Etrangers à travers notamment une amélioration significative du climat d'investissement et un renforcement de la compétitivité de l'économie
- (2) -Rationalisation des dépenses courantes et développement de l'épargne nationale. Tous les agents sont concernés : l'Etat en rationalisant les dépenses de fonctionnement (notamment au niveau de la compensation et des salaires), les entreprises publiques qui doivent se restructurer et les ménages qui doivent être incités à épargner.
- (3)- Diversification des ressources de financement pour renforcer la mobilisation des ressources non génératrices de dette extérieure, à travers l'engagement de quelques privatisations en devises, le refinancement de certaines dettes (notamment les crédits obligataires sur le marché financier international) et l'activation de la réalisation de certains projets dans le cadre du Partenariat Public Privé.

### Conclusion

De sérieux risques d'insolvabilité existent. Le rééchelonnement de la dette extérieure est loin d'être la solution, car elle se traduira nécessairement par de sévères programmes d'austérité difficiles à assumer.

Plus que jamais la Tunisie doit s'engager dans un large processus de réformes pour traiter en profondeur les distorsions, libérer les énergies et s'insérer davantage dans la chaîne des valeurs mondiale.

Seule une forte volonté politique et un large consensus sur les restructurations requises peuvent autoriser un début d'optimisme sur la capacité du pays à transcender ses problèmes et à retrouver les conditions d'une forte relance de l'économie tunisienne sur des bases inclusives et durables.

**Forum ibn Khaldoun le 15 février 2020**

[PowerPoint présenté par Abdelhamid Triki à télécharger](#)